

Bulletin d'histoire politique

Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec

Sébastien Degagné



Volume 13, numéro 1, automne 2004

Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec, 1973-1983 : un premier bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1055014ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1055014ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Degagné, S. (2004). Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 13(1), 119–128. <https://doi.org/10.7202/1055014ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec

SÉBASTIEN DEGAGNÉ

Enseignant et historien

Il y a vingt ans disparaissait au Québec un courant de gauche qui se réclamait des thèses maoïstes et de la III^e Internationale. N'ayant pas réussi à rallier les travailleurs québécois à son projet révolutionnaire, des groupes comme En Lutte ! et le Parti communiste ouvrier (PCO) se sabordaient à la suite de nombreuses pressions internes et externes qui venaient mettre en lumière les contradictions importantes de l'extrême gauche au Québec. Cette mouvance qui a monopolisé une part non négligeable des militants progressistes des années 1970 est demeurée active pour une période de dix ans. Par la suite, ces groupes ont disparu du paysage politique sans réellement faire le point sur leur pratique militante. Encore aujourd'hui, plusieurs ex-militants marxistes-léninistes hésitent à parler de cette période.

Cette époque, fort éloignée de notre actualité politique, fut marquée par les grands projets collectifs, par l'idée du progrès et surtout par une diffusion sans précédent de la théorie marxiste. Il y a vingt ans le militantisme de gauche et d'extrême gauche, bien que minoritaire, était une réalité politique qui teintait les débats publics et qui réussissait à rallier plusieurs militants progressistes. Aujourd'hui, se définir comme un militant progressiste et s'interroger sur la nécessité de promouvoir des idées de gauche représente tout un défi. En effet, la gauche ne semble pas être sur le point de se relever de son expérience maoïste. Aux élections provinciales du 14 avril 2003, l'Union des forces progressistes (UFP) récoltait un peu plus de 1 % du vote. Ce parti politique qui regroupe plusieurs militants de diverses tendances politiques et sociales réussira-t-il à surmonter les difficultés qui furent à l'origine de l'éclatement de la gauche au Québec au début des années 1980? Nous répondrons à cette question en jetant un coup d'œil sur l'expérience des militants marxistes-léninistes du début des années 1980.

Relater le déclin d'un mouvement progressiste comme le mouvement marxiste-léniniste nous oblige à exposer les facteurs qui ont été à la base de ce déclin. Ces facteurs nous serviront non seulement à expliquer ce phénomène, mais ils nous éclaireront également sur le contexte de l'époque et ses bouleversements. Nous tâcherons de mettre en lumière divers facteurs

responsables selon nous de la disparition de ces groupes au lendemain de l'échec référendaire de 1980. Ces facteurs peuvent s'énumérer ainsi : d'abord, la transformation des rapports sociaux et du type de militantisme au cours de la période, ensuite, la composition sociale des groupes marxistes-léninistes et son impact sur le type de projet mis de l'avant par les organisations, et finalement, la prédominance de la question nationale dans les débats au sein de la gauche au Québec.

TRANSFORMATION DU MILITANTISME

En 1981, Charles Gagnon, alors secrétaire général du groupe En Lutte !, soulignait, dans une analyse cherchant à faire le point sur la crise qui traversait les organisations marxistes-léninistes, l'absence de luttes conséquentes :

[...] depuis 5 ans, nous avons agi comme si nous vivions dans un pays où les conditions étaient pratiquement en voie de devenir révolutionnaires, comme si la tâche la plus urgente était de créer des *conditions subjectives* qui s'accordent à ces *conditions objectives*, alors qu'en réalité c'est plutôt le contraire qui se produisait : le mouvement ouvrier connaissait un recul par rapport aux années d'avant 1975¹.

Cette analyse était tout à fait pertinente. En effet, les années 1970-1972 avaient été marquées par de grandes luttes syndicales. Ce contexte avait favorisé la création d'organisations maoïstes en sol canadien : les ouvriers revendiquent mais ils n'ont aucune direction dite *éclairée* pour traduire ces luttes en des termes politiques conséquents. Il faut donc que des militants prennent d'assaut le front ouvrier et entraînent ces derniers dans le combat pour le socialisme. Cependant, à la fin des années 1970, le mouvement ouvrier n'était plus à l'avant-scène des luttes sociales et les centrales syndicales combattaient la mouvance maoïste en son sein.

Si la volonté de poursuivre le *combat du social* par la réalisation de l'objectif du parti des travailleurs était tout à fait recevable dans un contexte de politisation des syndicats, la fin des années 1970 allait voir un recul de ce projet. La montée de « nouveaux mouvements sociaux » tels que le mouvement féministe, le mouvement des gais et lesbiennes et le mouvement écologiste allait remettre en question la pertinence du type de projet mis de l'avant par le mouvement marxiste-léniniste. Comme le souligne le sociologue Alain Touraine, de nouveaux enjeux allaient émerger dans un contexte où l'on assiste à un déplacement des antagonismes de classes. Ce que Touraine nous dit à ce sujet, c'est que le passage d'une société industrielle à une société que l'auteur définit comme « programmée » entraîne un déplacement dans

les rapports sociaux. Le militantisme de ces « nouveaux mouvements sociaux » traduirait une opposition à la montée d'un État technocratique régulateur du mode de vie et des changements sociaux. Ces mouvements tentent de se départir du modèle socialiste qui associe la lutte ouvrière, l'intervention de l'État et la croyance au progrès. Ces mouvements cherchent plutôt à limiter l'intervention de l'État et en appellent à des thèmes qui parlent de communication plutôt que de forces de production, d'identité plutôt que de division du travail². Dans un tel contexte, on voit poindre une opposition de plus en plus marquée entre, d'une part, les structures traditionnelles d'un parti communiste et l'idéologie socialiste qui en découle et, d'autre part, les revendications nouvelles qui émanent des nouveaux mouvements sociaux. Nous croyons que ce phénomène se dessine au Québec à l'aube des années 1980. À la lumière de ces transformations du militantisme progressiste, comment le mouvement marxiste-léniniste pouvait-il continuer à militer pour la construction d'un parti des travailleurs de type tout à fait *traditionnel* sans que ses structures n'éclatent ?

Le 4^e Congrès de l'organisation En Lutte ! allait être l'occasion de faire la lumière sur certaines positions théoriques et certaines pratiques militantes qui venaient confirmer plusieurs des griefs soutenus par les militants des groupes féministes et ceux des gais et lesbiennes envers l'organisation. À l'aube de ce congrès, le Caucus des gais et lesbiennes d'En Lutte ! faisait ressortir le malaise que ces derniers ressentaient à l'intérieur du mouvement. En entrevue avec le journal, un militant homosexuel déclarait que l'orientation sexuelle de certains les plaçait dans une position de deuxième classe :

[...] Il était extrêmement difficile pour les homosexuel(le)s de devenir membres de l'organisation. Comme leur vie privée ne suivait pas le prototype de la famille dite prolétarienne, ils étaient jugés instables et donc particulièrement vulnérables à la répression des forces de l'ordre³.

L'organisation En Lutte ! plaçait le modèle de la famille traditionnelle comme l'exemple type de la « famille prolétarienne »... Pour ces militants, la structure et surtout l'objectif premier de l'organisation laissaient peu de place à un militantisme gai et lesbien. D'ailleurs, en 1977, des militants homosexuels de l'organisation se réunissaient pour discuter des problèmes rencontrés à l'intérieur du groupe. Certains militants jugèrent que ces efforts représentaient un geste fractionniste et le groupe de discussion fut dissout. Le problème avec En Lutte !, c'est qu'il considérait l'homosexualité non pertinente dans le cadre d'une lutte pour le socialisme parce que cette réalité ne touchait qu'une certaine couche de la population. De son côté, le Caucus des gais et lesbiennes envisageait de se coller sur le mouvement « officiel » des gais

et lesbiennes qui militait à l'extérieur du groupe En Lutte !, particulièrement à l'Association des droits des gais et lesbiennes (ADGQ) et son journal *Le Berdache*.

Du côté des militantes féministes, la cassure allait se produire lors du 4^e Congrès de l'organisation. En effet, la résolution sur les femmes soumise par Gillies Malnarich, militante d'En Lutte !, fut rejetée par un vote de 197 voix contre et 90 voix pour. La résolution appelait à mener une lutte contre le chauvinisme et à reconnaître le facteur de classe comme un élément fondamental dans la détermination du travail des femmes. Ces militantes féministes cherchaient à maintenir les thèses du marxisme dans leur analyse de la condition féminine. Ceux qui s'opposèrent à cette résolution firent valoir que la liaison entre la question des femmes et le marxisme ne pouvait faire avancer ni le débat ni la lutte féministe :

Cette résolution est une analyse marxiste améliorée de l'oppression des femmes ; mais ce n'est pas de l'analyse féministe marxiste dont on a besoin. Le patriarcat n'est pas seulement une partie du système capitaliste, c'est un système social en soi, un système de pouvoir et d'exploitation contre les femmes. Ce système existe aux côtés du capitalisme, il le renforce et se renforce par lui. [...] La résolution parle du rôle primordiale de la classe ouvrière : est-ce que les femmes de la classe ouvrière ont montré qu'elles avaient joué un rôle d'avant-garde sur cette question dans le passé ?⁴

Les militantes féministes de l'organisation qui avaient voté contre la résolution soulignaient le désir de voir le mouvement des femmes acquérir une plus grande autonomie dans son champ d'action et remettre en doute la pertinence des analyses marxistes dans la lutte des femmes.

Pendant toute la durée des années 1970, les militants m-l avaient cherché à unir les diverses revendications sociales, politiques, économiques et culturelles sous la bannière communiste. L'application des *contradictions* de Mao avait conduit à une sous-estimation des diverses luttes ponctuelles qui traversaient la société québécoise. Si bien qu'avec l'échec du mouvement marxiste-léniniste, s'annonçait une nouvelle ère de lutte au Québec. Par exemple, les groupes féministes et écologiques avaient été témoins de l'incapacité pour le mouvement m-l d'incorporer de manière conséquente ses luttes au projet révolutionnaire. Ainsi se retrouvaient-ils maintenant devant la solution de poursuivre leur combat de manière autonome. Pour ces groupes, qui avaient été «secondarisés» chez En Lutte ! ou le PCO, il ne restait qu'une solution : évacuer toute portée révolutionnaire à leurs revendications et se concentrer à mettre de l'avant leurs intérêts respectifs.

COMPOSITION SOCIALE DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE

En deuxième lieu, considérons maintenant la composition sociale du mouvement marxiste-léniniste. Alors qu'à l'époque la gauche radicale lance un appel à la « prolétarianisation » de ses organisations, ce phénomène se concrétise-t-il ? Il devient important de porter un regard critique sur les implications de la présence « d'intellectuels petits-bourgeois » et de militants ne provenant pas de la classe ouvrière sur le type de projets mis de l'avant par les groupes comme En Lutte ! et le PCO. Assiste-t-on à un phénomène où l'on retrouve un groupe d'intellectuels au service d'une idéologie ou s'agit-il d'une entreprise qui s'appuie sur un développement réel d'une base ouvrière ?

Tout d'abord, il faut préciser de quels réseaux de militants sont issus ces groupes. Regardons d'abord du côté du groupe En Lutte ! Ce dernier est né de la rencontre d'animateurs sociaux et de militants autour de la Clinique Saint-Jacques où fut fondé l'Équipe du journal, responsable de diffuser un organe faisant la promotion des idées révolutionnaires auprès des citoyens. Du côté du PCO, il faut remonter à l'année 1972 où un groupe d'étudiants en rupture avec le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fondait le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ). Le mouvement était alors formé principalement d'étudiants de l'UQAM qui s'étaient réunis à la suite de la grève des professeurs de l'université en 1971. Quelques années plus tard, soit en 1975, ce mouvement et trois groupes d'obédience maoïste se réunissaient pour former la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, l'ancêtre du Parti communiste ouvrier (PCO).

Si l'on regarde la composition sociale de ces deux organisations, on retrouve essentiellement des étudiants, des professeurs des niveaux collégial et universitaire, quelques syndicalistes et des animateurs sociaux œuvrant dans des quartiers populaires. Tous ces gens ont un niveau d'instruction élevé, participent au bouillonnement idéologique en cours et ne sont pas insensibles aux échos de la révolution culturelle en Chine. En fait, le marxisme est devenu pour eux le seul cadre théorique susceptible d'apporter des modifications profondes dans la société canadienne. Témoigne en ce sens l'importance que revêt dans les départements de sciences sociales, de science politique, de sciences humaines et de lettres, les auteurs marxistes français, comme Althusser et Balibar. Ces auteurs sont analysés, décortiqués et orientent la teneur des analyses produites. La révolution est donc devenue un phénomène inéluctable si l'on se fie à ces études.

Comme le souligne Alain Touraine, le projet socialiste a toujours été lié à la défense et à la promotion d'une classe ouvrière largement exploitée dans un système hautement industrialisé... Pourtant, force est de constater qu'il y a très peu de représentants « officiels » de la classe ouvrière au sein de ces organisations. L'application du projet communiste dans le contexte des années 1970 nous montre le peu d'emprise que ce dernier a sur ceux dont il avait à traduire les aspirations :

Mouvement social en déclin, le socialisme n'est plus qu'une idéologie qui retarde la compréhension de la société qui naît sous nos yeux. D'action de classe, il est devenu discours d'intellectuels: de ceux qui refusent de considérer les faits, cherchant à protéger le rôle de clercs et de dirigeants que leur donne l'idéologie socialiste⁵.

La forte présence de « petits-bourgeois » au sein du groupe En Lutte !, la plupart munis de diplômes universitaires, tend à renforcer l'idée que le militantisme des groupes marxistes-léninistes se situe au niveau idéologique. Le militant qui s'inscrit dans la mouvance communiste au cours des années 1970 ne chercherait-il pas plutôt à faire la promotion d'une idéologie que d'un projet politique qui s'appuie réellement sur un contexte de crise entre la classe ouvrière et le capital ?

MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE ET QUESTION NATIONALE

Les courants ou mouvements politiques des années 1960, d'où sont issus certains militants marxistes-léninistes, proposaient la construction d'un Québec socialiste et indépendant. Cette indépendance étant bien souvent un prérequis stratégique à l'avènement d'une société socialiste au Québec. Ainsi, de *Parti pris* au Mouvement de libération populaire (MLP), du Front de libération du Québec (FLQ) au Front de libération populaire (FLP), et à certains égards le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), tous ces groupes plaçaient l'indépendance comme un moyen d'accomplir une révolution sociale et nationale. Il faut cependant noter que l'appui au Parti québécois (et au Mouvement souveraineté-association) était alors très discuté en raison de l'origine libérale de ses principaux dirigeants. Le projet des militants progressistes s'élaborait très souvent par une mise en garde face au Parti québécois (PQ). Cette position était surtout défendue par les militants plus marxistes du courant progressiste.

Mais alors que cette position incarnée par le mot d'ordre « socialisme et indépendance » est défendue par l'ensemble du mouvement progressiste au cours des années 1960, la montée du mouvement marxiste-léniniste après la crise d'octobre 1970 signifie la secondarisation de la question nationale

suivant les postulats marxistes sur cette question et suivant aussi une dénonciation soutenue du Parti québécois et de son projet souverainiste. C'est ainsi que la « lutte pour l'unité du prolétariat canadien » sera une des composantes majeures du programme m-l, et que l'indépendance du Québec ne sera plus considérée que sous l'angle du droit à l'autodétermination. Mais pour les militants marxistes-léninistes, il est clair que la réalisation du Québec ne saurait profiter qu'à cette « bourgeoisie nationaliste » défendue par le Parti québécois. Pour eux, l'indépendance n'a aucune dimension libératrice, mais représente plutôt une menace à l'unité et aux intérêts du prolétariat canadien. Au cours des années 1970, cette position sera colportée aux quatre coins du Québec et du Canada, et sera également mise de l'avant au cours de la campagne référendaire de 1980.

Tout au long des années 1970, les groupes maoïstes appliquaient une fin de non recevoir au débat portant sur la question nationale. Cette dernière était considérée par ces organisations comme une contradiction secondaire dont la résolution dépendait de la mise en œuvre de la révolution prolétarienne à l'échelle canadienne. La question qui revenait constamment en filigrane était : on veut régler la question nationale de qui ? Du prolétariat ou de la bourgeoisie ?

En Lutte ! et le PCO avaient toujours affirmé qu'avec son projet d'indépendance politique, le Parti québécois visait principalement à contrecarrer la révolution au Canada. Cela revenait à dire qu'un des objectifs avoués du Parti québécois était d'empêcher toute forme d'unité entre la classe ouvrière québécoise et la classe ouvrière canadienne. D'un autre côté, on affirmait que l'unité de la classe ouvrière garantissait pour le Québec et pour toute nation sur le territoire canadien, la reconnaissance du droit à l'autodétermination. Cependant, il est à se demander si l'unité entre classes ouvrières des deux nations était bien un phénomène réel comme l'affirmaient En Lutte ! et le PCO, ou si cette unité n'a pas été créée de toute pièce ? Lorsque En Lutte ! ou le PCO clament que la classe ouvrière canadienne appuiera la classe ouvrière du Québec dans sa lutte pour le droit à l'autodétermination, ces organisations exagèrent les liens unissant les syndicats québécois et ceux du reste du Canada. Le mouvement marxiste-léniniste a confondu l'unité épisodique de la classe ouvrière québécoise et canadienne sur le terrain des luttes économiques (loi C-73) avec cette prétendue unité du prolétariat canadien sur les questions nationales. Ces militants qui lançaient le mot d'ordre d'unité de la classe ouvrière canadienne pour combattre l'oppression nationale ignoraient complètement l'autonomie historique de la classe ouvrière québécoise et balayaient sous le tapis les dimensions nationales qui étaient à la base même de la création du syndicalisme québécois.

Lancés à la suite d'une initiative d'ex-militants d'En Lutte!, *Les Cahiers brouillons* auront comme objectif de questionner plusieurs aspects du discours véhiculé dans l'organisation. Parmi les textes publiés, celui de Daniel Leblanc critiquait la position d'En Lutte! à l'égard de la question nationale⁶. L'auteur y relevait les « erreurs » d'analyse qu'entretenait En Lutte! au sujet de la pertinence de l'action d'un mouvement national et qui faisait dire au regroupement que tout mouvement national qui se développe dans un pays capitaliste avancé où la révolution démocratique bourgeoise est achevée ne vise qu'à consolider les assises de la bourgeoisie nationale⁷. Mais voilà, adopter une telle position au cours des années 1970 et 1980 équivalait à rayer d'un seul trait toute la réalité du mouvement indépendantiste et à nier le potentiel déstabilisateur du projet souverainiste. Comme l'avance Daniel Leblanc :

Ce schéma traditionnel nous a dispensés de faire une analyse concrète de la question nationale québécoise au Canada. Je considère que l'organisation En Lutte! n'a pas saisi toute la complexité de ce mouvement national. Un seul aspect de la réalité a retenu son attention : le nationalisme québécois est dans sa totalité une force proimpérialiste⁸.

De plus, les bilans remettent en question la position défendue à l'occasion du référendum. Pour Alain Saulnier, rien n'empêchait le PCO de voter OUI au référendum tout en critiquant les agissements du Parti québécois. Or l'autorité morale dévolue au Parti québécois au niveau de la question nationale par le mouvement marxiste-léniniste l'empêchait de développer une position cohérente en appui au projet indépendantiste :

Notre prémisses de départ, c'est que la séparation est la solution avancée par la bourgeoisie québécoise de façon quasi exclusive, ce qui est faux. La bourgeoisie québécoise a *récupéré* cette idée que des militants de gauche (et de droite bien entendu) ont développée en particulier au début des années soixante. [...] Deuxièmement nous prétendons que la séparation ne servirait que les capitalistes québécois; c'est aussi faux. Les pouvoirs politiques qu'obtiendrait le Québec par l'indépendance serviraient toute la nation québécoise, bourgeoisie y compris, bien entendu⁹.

Tenter d'amener la classe ouvrière québécoise à s'unir avec la classe ouvrière canadienne pour combattre l'oppression nationale représentait un projet très ambitieux pour le mouvement marxiste-léniniste.

La difficulté pour les organisations marxistes-léninistes de bien cerner la question nationale dans ses tenants et aboutissants nous rappelle cependant que ce n'était pas la première fois qu'un mouvement communiste canadien avait des démêlés avec la question nationale québécoise. En 1947, à l'occasion

du V^e Congrès provincial du Parti ouvrier progressif (POP), le groupe d'Henri Gagnon sera victime de plusieurs accusations en raison de leurs « tendances nationalistes » et sera expulsé du parti. Comme pour les militants m-l des années 1970, les dirigeants communistes de l'époque de la guerre froide voyaient dans le nationalisme une idéologie de la bourgeoisie. Parmi ces derniers, Stanley Bréhaut Ryerson, qui allait appuyer le Parti québécois en 1968, participait par ses écrits à entretenir cette vision de la question nationale. Cependant, selon Bernard Dansereau, cette attitude était tout à fait compréhensible à une époque où les divers partis communistes de la planète étaient privés d'une direction claire provenant de Moscou :

Les communistes des différents pays devaient prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays. En 1947, Ryerson, tout comme les autres dirigeants communistes, voyait derrière la montée du nationalisme canadien-français le spectre de la réaction lié à une possible manœuvre de l'impérialisme américain visant à affaiblir le Canada. Il ne reconnaissait aucun élément positif dans la requête de pouvoirs supplémentaires formulés par les communistes canadiens-français¹⁰.

Il est curieux de voir comment les observations mises de l'avant par les ténors du POP en 1947 rejoignent tout à fait les positions avancées par les militants marxistes-léninistes des années 1970 : le projet indépendantiste ouvre la porte à une intrusion de l'impérialisme américain sur le territoire canadien. Cependant, nous devons apporter une précision quant à la nature de la position adoptée par les militants des années 1970. Même si la « théorie des trois mondes » dictait aux militants canadiens la sauvegarde de l'indépendance du Canada, il n'en demeure pas moins que le mouvement m-l qui se développe au Québec le fait également en réaction au Parti québécois. Ce phénomène de distanciation/démarcation par rapport au Parti québécois rend très difficile le développement d'une position d'appui au projet indépendantiste. Il faut garder en mémoire que pour beaucoup, les militants qui secondarisaient la question nationale à l'intérieur de ces organisations étaient autrefois ceux-là même qui plaçaient l'indépendance du Québec au centre de leur projet d'émancipation. La récupération par le Parti québécois du projet indépendantiste (bien que très différent du projet des militants progressistes des années 1960) aura selon nous été un puissant facteur de démobilisation à l'égard de la question nationale chez ces militants.

Il semble que le même problème demeure aujourd'hui. Le Parti québécois, qui se veut le dépositaire légitime et exclusif du projet indépendantiste, empêche toute reformulation du projet suivant un débat d'idées au sein de la population. La question nationale étant à la remorque d'un seul parti, une grande part de la population se retrouve obnubilée par les liens étroits qui se

tissent entre le projet indépendantiste et le Parti québécois dans son rôle d'administrateur de l'État. Ainsi, cette situation a souvent un effet pervers, car les critiques dirigées contre le Parti québécois sont également dirigées contre le projet indépendantiste. Est-il possible pour les militants progressistes d'aujourd'hui de réactiver le thème *socialisme et indépendance* et de rejoindre une base électorale favorable au Québec ? Le contexte politique nous apparaît peu favorable.

Entre 1972 et 1982, trois facteurs ont contribué au déclin du mouvement marxiste-léniniste : l'apparition de nouveaux enjeux sociaux, l'absence d'une véritable classe ouvrière et la question nationale. Ces trois thèmes ont soulevé des débats et entraîné le départ de plusieurs militantes et militants vers d'autres organisations, délaissant ainsi le marxisme comme grille d'analyse.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Charles Gagnon, *Sur la crise du mouvement marxiste-léniniste*, Montréal, En Lutte !, 1981, p. 29-30.
2. Alain Touraine, *L'après socialisme*, Paris, Grasset, 1980, p. 49.
3. En Lutte !, « Entrevue avec le Caucus des gais et lesbiennes à EL ! La question de l'homosexualité remet en question des conceptions politiques », *En Lutte !*, vol. 9, no. 22, 23 mars-6 avril 1982, p. 8.
4. En Lutte !, « La question des femmes », *En Lutte !*, vol. 9, no. 27, 22 juin 1982, p. 2.
5. A. Touraine, *L'après socialisme*, p. 67.
6. Daniel Leblanc, « Le grand tabou : En Lutte ! et l'indépendance du Québec », *Les cahiers brouillons*, 1981, p. 62-63.
7. *Ibid.*, p. 57.
8. *Ibid.*
9. Alain Saulnier, « La question nationale et le PCO », *Les cahiers du socialisme*, no. 14, printemps 1984, p. 121-122.
10. Bernard Dansereau, « Stanley B. Ryerson et les exclus de 1947... » dans Robert Comeau et Robert Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'ouest, 1996, p. 122.